

Cerema (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement), établissement public à caractère administratif, dont le siège se situe 2 Rue Antoine Charial, 69003 LYON

Ci-après désigné "l'acheteur"

## **MARCHÉ DE TRAVAUX**

**Rénovation d'un réseau d'assainissement du site Cerema de Saint-Brieuc**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)**

**réf 25-008\_M**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET ET ETENDUE DU MARCHÉ.....	4
1.1– Objet.....	4
1.2 – Décomposition en lots et tranches.....	4
1.3 – Procédure, nature du marché.....	4
1.4 – Spécifications techniques des travaux.....	4
1.5 – Prestations similaires.....	4
ARTICLE 2 – DUREE DU MARCHÉ- DELAI EXECUTION.....	4
2.1 – Durée du marché.....	4
2.2 – Délai d’exécution.....	5
ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 4 – LIEU D’EXÉCUTION DU MARCHE.....	6
ARTICLE 5 – MAÎTRISE D’OUVRAGE – CONDUITE D’OPERATION - MAITRISE D’OEUVRE.....	6
ARTICLE 6 – CONDITIONS GENERALES D’EXECUTION.....	7
6.1 Mesures générales.....	7
6.2 Signalisation des chantiers.....	7
6.3 Gestion des déchets de chantier – clause environnementale.....	7
6.4 Clause sociale.....	8
ARTICLE 7 – CONDITIONS PARTICULIERES D’EXECUTION.....	8
7.1 Désignation d’un responsable.....	8
7.2 Désignation des agents.....	8
7.3 Cadre d’intervention.....	9
7.4 Installation, organisation, sécurité et hygiène du chantier.....	9
7.5 Plan de prévention.....	9
ARTICLE 8 – PERIODE DE PREPARATION DU MARCHÉ.....	9
ARTICLE 9 – PRIX DU MARCHÉ.....	9
9.1 – Forme et contenu des prix.....	9
9.2 – Variation des prix du marché.....	10
ARTICLE 10 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	11
10.1 – Acomptes.....	11
10.2 – Demandes de paiement.....	11
10.3 – Modalités de règlement.....	12
10.4 – Unité monétaire.....	12
10.5 – Paiement direct des sous-traitants.....	12
ARTICLE 11 – AVANCE.....	13

ARTICLE 12 – MAIN D’OEUVRE.....	13
12.1 - Liens juridiques.....	13
12.2 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés.....	13
12.3 - Lutte contre les prestations de services internationales illégales.....	14
12.4 - Protection de la main d’œuvre.....	14
12.5 - Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	15
ARTICLE 13 - PENALITES.....	15
13.1 – Pénalités de retard.....	15
13.2 – Application des pénalités.....	16
ARTICLE 14 – OPÉRATION DE VÉRIFICATION ET RÉCEPTION DES TRAVAUX.....	16
ARTICLE 15 – GARANTIES CONTRACTUELLES.....	16
ARTICLE 16– LITIGES.....	17
ARTICLE 17– ASSURANCES.....	17
ARTICLE 18 – RESILIATION DU MARCHÉ.....	17

## **ARTICLE 1 – OBJET ET ETENDUE DU MARCHÉ**

### **1.1– Objet**

Le présent marché a pour objet les travaux de rénovation d'un réseau d'assainissement du site du Cerema de Saint-Brieuc (22).

Lieu d'exécution des prestations :  
Cerema Ouest – Agence de Saint Brieuc  
5 rue Jules Vallès  
22000 SAINT-BRIEUC

### **1.2 – Décomposition en lots et tranches**

Les prestations font l'objet d'un lot unique.

Décomposition en tranches : sans objet.

### **1.3 – Procédure, nature du marché**

Le présent marché a été conclu suite à une procédure adaptée régie par les articles L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique.

Le présent marché est un marché de travaux. Il s'agit d'un marché conclu à prix global et forfaitaire.

### **1.4 – Spécifications techniques des travaux**

La description des prestations et leurs spécifications techniques détaillées sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières.

Le marché est assorti d'une obligation de résultat.

### **1.5 – Prestations similaires**

L'acheteur pourra conclure avec le titulaire des marchés de prestations similaires à celles du présent marché dans les conditions fixées par l'article R 2122-7 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 2 – DUREE DU MARCHÉ- DELAI EXECUTION**

### **2.1 – Durée du marché**

Le marché débute à la date de notification et prend fin à l'issue de la garantie de parfait achèvement.

Le délai global est de 11 semaines dont 4 semaines de période de préparation (incompressible) et 7 semaines de délai d'exécution des travaux

Le délai global d'exécution du marché comprend :

- La période de préparation ;
- Le délai d'exécution des travaux ;
- Le repliement des installations de chantier

-la remise en état des terrains et des lieux compris les éventuelles détériorations constatées sur les existants.

## **2.2 – Délai d'exécution**

Par dérogation à l'article 18.1 du CCAG Travaux, un seul ordre de service précisant la date unique de démarrage du délai global d'exécution des travaux est notifié au titulaire. Cette date vaut démarrage de la période de préparation.

En dehors des cas prévus aux articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG Travaux, la prolongation du délai d'exécution ne peut résulter que d'un avenant.

Une prolongation du délai de réalisation de l'ensemble des travaux ou le report du début des travaux peut être justifié par :

- un changement du montant des travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages ;
- une substitution d'ouvrages différents aux ouvrages initialement prévus ;
- la survenance de difficultés ou de circonstances imprévues au cours du chantier ;
- un ajournement de travaux décidé par le maître d'ouvrage ;
- un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires, y compris en ce qui concerne les autorisations administratives liées à l'exécution du marché, qui sont à la charge du maître d'ouvrage, ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché.

L'importance de la prolongation ou du report est décidée par le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre, après consultation du titulaire. Un ordre de service notifie au titulaire la durée de la prolongation.

### **Période de préparation :**

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, une période de préparation de 4 semaines (durée incompressible) est prévue.

La période de préparation est la période durant laquelle, avant l'exécution des travaux, certaines dispositions ou ouvrages préparatoires doivent être prises et certains documents nécessaires à la réalisation des ouvrages doivent être établis.

Cette période de préparation est incluse dans le délai d'exécution du marché mais non dans le délai d'exécution des travaux.

La durée de la période de préparation peut être prolongée par ordre de service, sauf si la raison du retard éventuel est imputable au titulaire ; l'ordre de service prolonge le délai d'exécution du marché de la même durée.

Le calendrier détaillé d'exécution est établi par le maître d'œuvre après concertation avec le titulaire. Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre :

- La durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- La durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives du titulaire sur le chantier.

Après acceptation par le titulaire, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le maître d'œuvre à l'approbation du représentant du maître d'ouvrage dix (10) jours au moins avant l'expiration de la période de préparation.

Il est ensuite notifié par ordre de service au titulaire.

Au cours du chantier et avec l'accord du titulaire, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai global.

### **ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux les pièces contractuelles sont les suivantes par ordre décroissant de priorité :

- L'Acte d'Engagement (AE) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
- Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses 3 annexes :
  - annexe 1 DIAG HAP,
  - annexe 2 DT,
  - annexe 3 Etats réseaux
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux ;
- Les plans comprenant le plan de l'existant et le plan du projet ;
- le calendrier détaillé d'exécution des travaux du titulaire ;
- le planning prévisionnel
- Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux ;
- le mémoire technique du titulaire
- Les prix unitaires mentionnés dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) .

Toute clause, portée dans la documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

**Par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2 du CCAG-Travaux, il ne figure pas dans ce présent CCAP les dérogations aux stipulations du CCAG contenues dans ce marché.**

### **ARTICLE 4 – LIEU D'EXÉCUTION DU MARCHÉ**

Les travaux sont réalisés à l'adresse suivante :

Cerema OUEST – Agence de Saint Briec  
5 rue Jules Vallès  
22000 SAINT-BRIEUC

### **ARTICLE 5 – MAÎTRISE D'OUVRAGE – CONDUITE D'OPERATION - MAITRISE D'OEUVRE**

Il n'est pas prévu de mission de conduite d'opération au sens de l'article L 2422-3 du code de la commande publique. Pour l'exécution du marché, le représentant technique du maître de l'ouvrage est :

**CEREMA - Direction Territoriale Ouest**  
**5 rue Jules Vallès**  
**22000 SAINT-BRIEUC**

Il pourra se faire assister à tout moment par des spécialistes et experts dans différentes disciplines, s'il le juge utile.

Le maître d'œuvre est :

**GEO<sup>2</sup> CONCEPT**  
**ZA de Lannuzel 29460 DIRINON**

La mission confiée par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre est une mission de base avec la mission VISA .

## **ARTICLE 6 – CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION**

### **6.1 Mesures générales**

L'entrepreneur ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son marché, ni pour élever de réclamations, ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- a) les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certains travaux lors des opérations comportant la mise en œuvre, notamment d'appareils thermiques.
- b) L'exploitation normale du domaine public et des services publics.
- c) L'exécution simultanée d'autres travaux.

### **6.2 Signalisation des chantiers**

Conformément au CCTP, le titulaire devra prévoir en respect des règlements en vigueur, la signalisation du chantier aux abords du chantier.

Le titulaire sera seul responsable des accidents de tous type qui pourraient survenir, soit à son personnel, soit aux tiers du fait de sa négligence.

### **6.3 Gestion des déchets de chantier – clause environnementale**

Le nettoyage du chantier et la gestion déchets s'effectuent conformément aux prescriptions du CCTP. L'évacuation des déchets sera effectuée conformément aux règles en vigueur.

Le CEREMA est particulièrement sensible à la prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation, aussi le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires afin d'optimiser au mieux la gestion des déchets de chantiers (Recyclage, tri-sélectifs, traçabilités, ...).

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Contrôle et suivi des déchets de chantier :

Conformément à l'article 36.2.2 et à l'article 36.2.3 alinéa 2 du CCAG Travaux, afin que le maître de l'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi des déchets de chantier.

Ainsi, le titulaire remet au maître de l'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

Lorsqu'il aura été constaté que le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets provenant de la démolition ou de la construction, il sera fait application de l'article 37.2 du CCAG Travaux.

#### **6.4 Clause sociale**

L'acheteur s'est engagé dans une politique volontariste d'insertion des personnes en difficulté par le travail. Pour ce faire, il est fait appel aux entreprises par le biais des marchés publics. Ce marché est soumis à un effort d'insertion volontaire qui pourra prendre la forme voulue par l'entreprise.

### **ARTICLE 7 – CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION**

#### **7.1 Désignation d'un responsable**

Le titulaire désignera son représentant, seul interlocuteur pour les questions techniques et administratives qui sera en charge d'encadrer les équipes, d'organiser et contrôler leur travail, veiller à l'application des règles d'hygiène, de sécurité et de discipline sur le lieu de travail.

Les interlocuteurs seront désignés lors de la période de préparation.

#### **7.2 Désignation des agents**

Le titulaire a désigné dans son mémoire technique, l'organisation des équipes et les qualifications correspondantes.

Le titulaire devra dresser la liste nominative des intervenants au démarrage du marché en fonction des profils qui auront été présentés dans son offre. Ces intervenants effectueront personnellement les prestations prévues dans le marché.

Tout changement dans l'équipe doit être soumis à validation de l'acheteur. Le remplaçant doit disposer d'un niveau de compétence et d'expérience équivalent. Le remplaçant est considéré comme accepté si le Cerema ne le récuse pas dans un délai de 15 jours à compter de la notification de la proposition de changement. Si le Cerema récuse le remplaçant le titulaire dispose d'un délai de cinq jours pour désigner un autre remplaçant et le soumettre à l'approbation du Cerema.

En aucun cas le remplacement d'une personne ne peut justifier une augmentation du prix sur lequel le titulaire s'est engagé.

Le Cerema se réserve la faculté de vérifier au cours de l'exécution du marché que le niveau de qualification des intervenants est équivalent à celui qui figure dans le mémoire technique.

Le Cerema peut demander à tout moment le remplacement du personnel d'intervention pour des motifs professionnels ou autres dans un délai d'une semaine ; ce délai peut être réduit à 24 h si le motif provient d'un non-respect caractérisé des clauses du présent marché, ou en cas de faute grave caractérisée.



### **7.3 Cadre d'intervention**

Les caractéristiques techniques des éléments indispensables à l'exécution des travaux doivent être conformes aux normes en vigueur.

### **7.4 Installation, organisation, sécurité et hygiène du chantier**

L'installation, l'organisation et la sécurité du chantier devront être conformes aux termes de l'article 31 du CCAG Travaux.

### **7.5 Plan de prévention**

Avant le début des travaux, le Cerema transmettra au titulaire le plan de prévention comme décrit dans le CCTP.

La signature du plan de prévention est obligatoire avant le début des travaux.

## **ARTICLE 8 – PERIODE DE PREPARATION DU MARCHÉ**

La période de préparation débutera sur ordre de service du maître d'œuvre visé par le maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre peut transmettre au titulaire tous les ordres de service qu'il juge nécessaire pour l'exécution des travaux. En revanche, certains ordres de service devront impérativement être visés du maître d'ouvrage pour être exécutoires, il s'agit des ordres de service :

- Relatifs à la date de commencement des travaux ;
- Prescrivant des travaux complémentaires ou des modifications de programme ;
- notifiant des prix nouveaux pour des ouvrages ou travaux non prévus ;

## **ARTICLE 9 – PRIX DU MARCHÉ**

### **9.1 – Forme et contenu des prix**

Le marché est traité à prix global et forfaitaire.

Le prix global et forfaitaire est indiqué dans l'acte d'engagement (AE), le détail figure dans la D.P.G.F.

Les stipulations de l'article 9.1 du CCAG- travaux sont applicables.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices. Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché hors taxe sur la valeur ajoutée.

Le titulaire est réputé avoir, à la remise de son offre :

- Apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur importance et de leurs particularités,
- Pris connaissance des lieux d'exécution des travaux,
- Contrôlé toutes les indications du dossier de consultation des entreprises,
- Pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public

Les prix sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux et prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux et prestations. Ils sont établis en tenant compte notamment :

- des stipulations du CCAG et de l'ensemble des pièces contractuelles,
- des visites effectuées sur les lieux d'exécution des travaux
- des contrôles de toutes les indications du dossier de consultation des entreprises
- des mesures à prendre par le titulaire vis-à-vis des risques Covid-19, dans le respect des instructions gouvernementales en vigueur au moment de l'exécution des prestations,
- de tous les frais de transport, de restauration et d'hébergement,
- de toutes les réunions de chantier prévues,
- des phénomènes naturels,
- des coûts résultants de l'élimination des déchets de chantier.
- De la réalisation simultanée d'autres ouvrages
- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par l'acheteur.

## **9.2 – Variation des prix du marché**

Les prix sont fermes et actualisables.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois Mo, soit le mois de remise des offres tel que défini en page de garde du règlement de consultation.

Conformément aux articles R2112-9 et suivants du code de la commande publique le prix ferme est actualisable :

- Si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations
- Aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations. Pour l'application de ces dispositions, la date retenue comme date de début d'exécution des prestations sera celle indiquée dans l'ordre de service lançant le démarrage de la période de préparation.

L'actualisation se fera selon la formule suivante :

$$P = P_o \times \frac{TP10f(n-3)}{TP10f_o}$$

TP10fo

P = prix actualisé HT

Po = prix initial HT en date de valeur mois MO

TP10f(n-3) = Valeur de l'index Travaux publics – TP10f – Canalisation, assainissement et d'adduction d'eau avec fourniture de tuyaux multi-matériaux, - base 2010 – Identifiant 010777582 à la date de début d'exécution des prestations indiquée dans l'OS de démarrage moins 3 mois.

TP10fo = Valeur de l'index Travaux publics – TP10f – Canalisation, assainissement et d'adduction d'eau avec fourniture de tuyaux multi-matériaux, - base 2010 – Identifiant 010777582 , au mois MO

Si les conditions précitées sont remplies, l'actualisation est de droit.

Elle a lieu une seule fois à la demande du titulaire. Le titulaire adresse sa demande après réception de l'ordre de service actant le début d'exécution des prestations et seulement lorsque l'indice TP10f du mois n-3 de la date indiquée dans l'Ordre de service a été publié sur le site de l'INSEE :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010777582> .

Il joint à sa demande la DPGF actualisée sous format Excel permettant de vérifier l'application de la formule d'actualisation, ainsi que les valeurs d'indice TP10f (n-3) et TP10fo retenues.

La demande est transmise à l'adresse suivante :

Centre financier mutualisé de St Médard en Jalles : [cfmsmj.ddpb.daf.sg.cerema@cerema.fr](mailto:cfmsmj.ddpb.daf.sg.cerema@cerema.fr)

Les prix peuvent être actualisés rétroactivement si la valeur de l'indice TP10f(n-3) n'est pas encore connue lors de la première facturation.

## **ARTICLE 10 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES**

Les différents paiements (acomptes éventuels, paiement partiel définitif et solde) s'effectuent dans les conditions fixées par les articles 10 et 12 du CCAG TRAVAUX.

### **10.1 – Acomptes**

Les prestations font l'objet de paiements d'acomptes mensuels, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait. Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde du marché.

Le prix est dû dès lors que l'ouvrage, la partie d'ouvrage ou l'ensemble de prestations auquel il se rapporte a été exécuté. Les différences éventuellement constatées, pour chaque nature d'ouvrage, ou chaque élément d'ouvrage entre les quantités réellement exécutées et les quantités indiquées dans la décomposition de ce prix, ne peuvent conduire à une modification de ce prix. Il en est de même pour les erreurs que pourrait comporter cette décomposition.

La bonne exécution des prestations pourra être vérifiée par des constatations et constats contradictoires conformément à l'article 11 du CCAG-travaux.

### **10.2 – Demandes de paiement**

Les demandes de paiement sont établies conformément à l'article 12 du CCAG-travaux. Néanmoins, par dérogation à l'article 12.1.1 du CCAG-travaux, le projet de décompte prend en compte l'actualisation des prix effectuée conformément à l'article 8.2 du présent CCAP.

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du code de la commande publique, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du code de la commande publique ainsi que :

- le numéro de marché,
- le numéro de SIRET de l'établissement,

- le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »,
- le numéro d'engagement juridique (EJ) qui sera transmis pendant la période de préparation.

Il convient de noter que l'absence du SIRET, de l'adresse de facturation du CEREMA, du numéro de marché et du code exécutant provoque le rejet de la facture par la plateforme. Le délai de paiement ne prend effet qu'à compter de l'admission de la facture par la plateforme.

Les frais de facturation ne sont pas admis.

Toutes les questions relatives à la facturation seront adressées à l'adresse suivante :

[sfact.bron@cerema.fr](mailto:sfact.bron@cerema.fr)

### **10.3 – Modalités de règlement**

Le mode de règlement du marché est le virement SEPA. Les règles applicables sont celles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du code de la commande publique au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement est la date d'admission de la demande de paiement sur la plateforme chorus pro.

### **10.4 – Unité monétaire**

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A et a le droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

L'unité de compte est l'euro. Les prix restent inchangés en cas de variation de change.

### **10.5 – Paiement direct des sous-traitants**

Le cas échéant, le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique complétées par les modalités suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a

réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;

- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

## **ARTICLE 11 – AVANCE**

Sauf renonciation expresse au moment de la remise de l'offre, une avance est accordée au titulaire du marché, si les conditions prévues par l'article R2191-3 du Code de la commande publique sont satisfaites.

Conformément aux articles R2191-3 à R2191-12, et en application de l'option B de l'article 10.1 du CCAG-TRAVAUX, le montant de l'avance est de 10% du montant initial du marché, que le titulaire soit ou non une PME. Elle n'est due que sur la base du montant initial du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à un paiement direct.

Elle est versée si le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

Le délai maximum de paiement de l'avance est de 30 jours, à compter de la date de notification de l'acte prescrivant le démarrage des travaux. Le versement de l'avance est conditionné par la délivrance de l'ordre de service prescrivant le début des travaux.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, l'avance sera versée sur un compte commun pour l'ensemble des membres du groupement solidaire. En cas de groupement conjoint, pour pouvoir bénéficier de l'avance, le titulaire devra impérativement indiquer la répartition des paiements entre les membres du groupement : au plus tard à la notification du marché.

## **ARTICLE 12 – MAIN D'OEUVRE**

### **12.1 - Liens juridiques**

Le personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché public demeure sous la responsabilité exclusive du titulaire ou de ses éventuels sous-traitants pendant toute la durée d'exécution du marché public.

### **12.2 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n°..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités du CCAP notifié dans le cadre du marché.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du Code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

### **12.3 - Lutte contre les prestations de services internationales illégales**

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1et R 1263-2-2 du Code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du Code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le Cerema, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies dans le présent CCAP.

### **12.4 - Protection de la main d'œuvre**

L'article 6 du CCAG-travaux s'applique.

Conformément à l'article D. 8222-5 du Code du travail, le titulaire doit fournir, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six mois (art. D.8222-5-1°-a) ;
- Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement si le titulaire emploie des salariés (art. D.8222-5-3°) ;
- Une attestation sur l'honneur de dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (art. D.8222-5-1°-b), ou compte tenu du caractère annuel des déclarations fiscales, présenter la nouvelle attestation fiscale de la situation au 31 décembre de l'année écoulée.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du Cerema, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du Cerema, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois,

jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du travail.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire et après mise en demeure notifiée par écrit, restée infructueuse, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

### **12.5 - Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Dans tous les cas où, en cours d'exécution du marché public, il envisage de sous-traiter des prestations objet du marché public, le titulaire remet au Cerema une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, précisant la raison ou dénomination sociale et les coordonnées du sous-traitant proposé, ses coordonnées bancaires aux fins de paiement direct du sous-traitant, les conditions de paiement, ainsi que la mention de ce que le sous-traitant renonce ou non au bénéfice de l'avance prévue au présent CCAP.

Le titulaire doit joindre, en sus, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 17 du présent CCAP.

Le titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les conditions de paiement du sous-traitant proposé ne peuvent être agréées qu'à condition de ne pas être anormalement basses et de ne pas déroger aux dispositions du CCAP.

Le titulaire du marché public reconnaît être parfaitement informé de ce que le sous-traitant proposé n'est pas autorisé à exécuter quelque prestation au titre du marché public avant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par le Cerema.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du marché public. En cours d'exécution du marché public, le titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

## **ARTICLE 13 - PENALITES**

### **13.1 – Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 19.2.3 et 19.2.4 du CCAG-TRAVAUX, le titulaire encourt, par jour de retard dans l'exécution des tâches figurant dans le calendrier détaillé d'exécution et sans mise en demeure préalable, une retenue provisoire de 300 € net de taxes.

Le titulaire a à sa charge l'évacuation de ses propres déblais conformément aux prescriptions stipulées au CCTP dans les délais d'exécution des chantiers. Par conséquent, tout retard dans l'évacuation et le nettoyage du chantier en fin de chantier entraînera la pénalité pour retard visée ci avant.

En cas de retard du titulaire dans la remise des documents conformes à l'exécution, dans les conditions précisées à l'article 40 du CCAG Travaux, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 € par jour de retard. Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG Travaux, la pénalité forfaitaire peut être appliquée sans mise en demeure du titulaire.

En cas de non respect du délai de levée de réserves le titulaire du lot encourt, par jour de retard une pénalités de 200 € net de taxes.

### **13.2 – Application des pénalités**

Par dérogation aux articles 19.2.4 et 19.3 du CCAG-TRAVAUX, toutes les pénalités prévues au présent CCAP peuvent être appliquées sans demande d'observations ou mise en demeure préalable.

L'article 19.1 du CCAG-travaux s'applique au présent marché.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-TRAVAUX, aucun seuil de pénalité ne s'applique au présent marché.

Toutes les pénalités sont cumulables.

Par ailleurs, dans le cas où, le nettoyage ne serait pas exécuté, le Cerema se réserve la possibilité de faire réaliser le nettoyage par un tiers et les frais correspondants seront mis à la charge du titulaire.

### **ARTICLE 14 – OPÉRATION DE VÉRIFICATION ET RÉCEPTION DES TRAVAUX**

La réception concerne l'ensemble des travaux relatifs à l'opération ou, le cas échéant, de la tranche de travaux concernée.

Le titulaire doit remettre les éléments suivants pour qu'il soit procédé aux OPR, ces éléments sont précisés dans le CCTP :

- DOE
- Récolement
- Rapport passage caméra
- Essais d'étanchéité
- Essais de compactage

Ces données doivent être validées au préalable par le maître d'œuvre.

C'est le titulaire avise à la fois le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront : le maître d'œuvre aura à sa charge de provoquer les opérations préalables à la réception (OPR) dans un délai qui est de 20 jours à compter de la date de réception de l'avis mentionné ci-dessus ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement de l'ensemble des travaux de l'opération, si cette dernière date est postérieure.

Le maître d'ouvrage peut y assister ou s'y faire représenter.

En cas d'absence du titulaire à ces opérations, il en est fait mention au procès-verbal qui lui est notifié.

Les opérations préalables à la réception pouvant nécessiter plusieurs jours, la date figurant sur le procès-verbal prévu à l'article 41.2 du CCAG Travaux est leur date de fin.

A l'issue des opérations préalables à la réception et sur proposition du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves.

Le maître d'ouvrage fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux, la réception prend effet à ladite date.

Si la réception ne peut être prononcées les dispositions des articles 41.4 et suivants.

### **ARTICLE 15 – GARANTIES CONTRACTUELLES**



Conformément à l'article 44.1 du CCAG-Travaux, la durée de garantie de parfait achèvement est de 1 an à compter de la date d'effet de la réception.

#### **ARTICLE 16– LITIGES**

En cas de litiges entre les parties contractantes, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de LYON conformément aux dispositions de l'article R 312-11 du Code de justice administrative.

Les différends entre les parties sont réglés conformément à l'article 55 du CCAG-TRAVAUX.

En cas de litige et de contentieux, le droit français est seul applicable ;

#### **ARTICLE 17– ASSURANCES**

Conformément à l'article 8 du CCAG-TRAVAUX, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, le titulaire et ses éventuels sous-traitants doivent justifier qu'ils sont couverts par un contrat d'assurance au titre :

- De la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1244 du Code civil le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue à raison des dommages corporels, matériels ou immatériels subis par toute personne, de son fait ou du fait de ses personnels ou matériels.
- De la responsabilité professionnelle couvrant les risques d'exécution, et les responsabilités biennales et décennales. La police précise le plafond assuré par sinistre et la nature des activités

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande de l'acheteur et dans un délai de 15 jours à réception de la demande.

L'attestation doit être valable à la date réglementaire d'ouverture de chantier.

#### **ARTICLE 18 – RESILIATION DU MARCHÉ**

La résiliation intervient dans les conditions prévues aux articles 49 à 52 du CCAG-travaux.

Dans le cas de résiliation pour faute :

Sans préjudice des poursuites le cas échéant engagées à l'encontre du Titulaire et par dérogation à l'article 50.3.2 du CCAG-travaux, le marché public peut être résilié, sans mise en demeure préalable, aux torts exclusifs du Titulaire, dans les cas énoncés à l'article 50.3 du CCAG-travaux.

Le marché public peut être également résilié aux torts exclusifs du titulaire :

- Après mise en demeure restée sans effet dans le mois calendaire suivant sa notification, en cas de manquement du titulaire à l'une quelconque des autres obligations nées du marché public ;
- Lorsque, enjoint par le Cerema le titulaire n'a pas, dans un délai de deux mois à compter de cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, déclaré son sous-traitant dans les conditions prévues au présent CCAP.
- Lorsque, enjoint par le Cerema, en application des articles L. 8222-6 ou L. 8254-2-1 du code du travail, de se conformer à ses obligations découlant des articles L. 8221-3, L. 8221-5 et L. 8251-1 al. 1 du même code, le titulaire n'a pas, dans un délai de deux mois à compter de

cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, rapporté la preuve de la fin de sa situation irrégulière ou de celle du sous-traitant direct ou indirect. La résiliation prend effet à compter de la date fixée dans la décision de résiliation et au plus tard six mois à compter de l'injonction.

- Lorsque, enjoint par le Cerema en application des articles L. 1262-4-3 et L. 3245-2 du code du travail de se conformer à ses obligations du non-paiement partiel ou total dû au salarié détaché du titulaire, d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant, l'auteur n'a pas, dans un délai de sept jours, régularisé sa situation. A l'expiration de ce délai, le Cerema transmet à l'agent de contrôle les informations dont il dispose. Dans le cas où l'auteur des manquements n'a pas régularisé sa situation, le Cerema résilie le marché public sans délai. La date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision.

La résiliation du marché public aux torts exclusifs du titulaire n'ouvre droit au versement d'aucune indemnité.

Dans tous les cas mentionnés ci-avant, le Cerema se réserve en outre la possibilité de pourvoir à l'exécution des prestations objet du marché public résilié, aux frais et risques du titulaire conformément aux articles 52.2 et suivants du CCAG-travaux, à la seule condition de l'en informer à la notification de la décision de résiliation. Le cas échéant, l'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du Titulaire ; la diminution des dépenses ne lui profite pas. Le titulaire ne peut prendre part à quelque titre que ce soit à l'exécution des prestations exécutées à ses frais et risques.

Dans tous les cas mentionnés au présent article, la date d'effet de la résiliation est fixée dans la décision de résiliation ; à défaut, la date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision de résiliation.